



Contenu

1. La relation des gouvernements locaux (administrations locales) avec les autres ordres de gouvernement dans leur pays respectif et aperçu des principaux services qu'elles assurent :.....	1
2. D'où vient le financement local (sources de revenus) par rapport aux autres ordres de gouvernement :	3
3. Les principales contraintes (top 3) subies par les gouvernements locaux pendant les 5 dernières années et leurs raisons :	4
4. Les principales contraintes des 5 à 10 prochaines années pour les gouvernements locaux :	6
5. Ce que les gouvernements locaux de chaque pays ont fait et feront pour réagir à ces contraintes :	6
6. Questions clés à discuter par le panel	8

1. La **relation** des gouvernements locaux (administrations locales) avec les autres ordres de gouvernement dans leur pays respectif et aperçu des principaux **services** qu'elles assurent :

Aspect légal ou constitutionnel

Dans le contexte australien doté de trois ordres de gouvernement, le terme ordres (ou sphères) s'impose pour éviter de donner l'impression qu'un est « supérieur » aux autres. Étant donné que l'existence du gouvernement local n'est pas prévue par la constitution australienne et que, dans notre structure fédérale, ses pouvoirs et sa forme sont déterminés par la législation des États, c'est-à-dire les lois sur les gouvernements locaux telles que :

Section 3A – *Local Government Act 1989* (Vic) 'What is the Purpose of Local Government?' (article 3A de la loi sur le gouvernement local 1989 « Quel est l'objet du gouvernement local? »)

« Cet article stipule essentiellement que le gouvernement local a pour but de constituer un système dans lequel les conseils remplissent les fonctions et exercent les pouvoirs accordés par cette loi ou en vertu de cette loi et d'autres lois pour **la paix, l'ordre et le bon gouvernement de leur district municipal.** »

La constitution australienne actuelle ne reconnaît pas le gouvernement local en Australie et, en 2013, une campagne référendaire visant à modifier la constitution a échoué; elle visait à obtenir cette reconnaissance financière dans le cadre de l'article 96 de la constitution. Depuis, deux arrêts de la Haute Cour ont compliqué davantage ou remis en question la constitutionnalité du financement direct de l'administration locale par le gouvernement fédéral.

Services assurés par les gouvernements locaux

Comme c'est le cas pour les gouvernements locaux ou administrations locales d'ailleurs dans le monde, un gouvernement local australien est une administration multifonctionnelle qui assure plus de 200 services dont sa communauté a besoin. Ils se résument comme suit :

- **Ingénierie** : travaux publics, conception, construction et entretien des routes, ponts, sentiers, égouts, nettoyage, collecte et gestion des déchets;
- **Loisirs** : terrains de golf, piscines, terrains de sport, centres de loisirs, salles, kiosques, terrains de camping et parcs de caravanes;
- **Santé** : échantillonnage de l'eau et des aliments, immunisation, toilettes, contrôle du bruit, inspection des viandes et contrôle des animaux;
- **Services communautaires** : garde d'enfants, soins et hébergement des aînés, refuges, popotes roulantes, counseling et bien-être;
- **Bâtiment et planification** : inspection, permis, approbation et application des règlements;
- **Administration** : aérodromes, carrières, cimetières, terrains de stationnement et stationnement sur voie publique;
- **Culture et éducation** : bibliothèques, galeries et musées;
- **Autres services** : abattoirs, ventes en plein air, marchés et achats collectifs, eau et égouts.

La notion traditionnelle du rôle du gouvernement local et des services qu'il assume a été élargie sur deux plans :

- Les lois des États et des Territoires ont imposé aux conseils d'en faire beaucoup plus en matière de planification, de gestion environnementale, de santé publique, de services d'intervention d'urgence et de réglementation locale;
- Pour répondre aux besoins de la communauté, les conseils ont utilisé leur financement discrétionnaire, leurs ressources et leurs pouvoirs en vue de la prestation des services et pour collaborer avec des entreprises commerciales et des partenaires communautaires dans une vaste gamme de nouveaux domaines fonctionnels, entre autres, le développement économique, le bien-être et la cohésion sociale, la garde d'enfants et l'éducation de la petite

enfance, l'apprentissage tout au long de la vie, les formules d'apprentissages, les programmes à l'intention des chômeurs, le logement et l'itinérance ou le sans-abrisme, le changement climatique et l'efficacité énergétique, la sécurité publique, les services à la communauté et aux aînés, l'établissement des réfugiés, la violence familiale, les loisirs et le tourisme, les aéroports, les transports publics, certains aspects du commerce international et des relations internationales et bien d'autres.

C'est donc dire que le gouvernement local touche maintenant toutes les facettes de la vie quotidienne et aide les gens à tous les stades de leur vie. Qu'il soit question de garderies ou d'éducation préscolaire, du déplacement à l'école ou au travail, du travail lui-même, de la garde après l'école, de visites (souvent en ligne) à la bibliothèque, de sports et loisirs pour toute la famille, d'événements communautaires ou de logement et d'activités pour aînés, les conseils offrent un appui essentiel. Pour les communautés des zones régionales, rurales et éloignées, le fonctionnement des conseils et leur existence même ont une importance cruciale pour les économies locales et la vie communautaire.

Un nombre croissant de conseils tiennent aussi un rôle important dans des sujets qui relèvent de préoccupations nationales et internationales, en particulier le développement économique, l'avenir numérique, la gestion de la croissance urbaine, la durabilité environnementale et le changement climatique. Des liens traditionnels entre villes sœurs se transforment en relations économiques, surtout dans le cas de grands conseils municipaux qui ont des liens de longue date avec des partenaires de Chine et d'Asie, ou des partenariats avec des entreprises et universités locales en vue de susciter des possibilités commerciales.

De plus en plus, les conseils coopèrent au sein de groupes régionaux ou d'intérêts spéciaux en vue d'améliorer l'efficacité, d'entreprendre de grands projets et de relever des défis dans une perspective plus globale. Leur capacité de contribuer à la vie nationale s'en trouve d'autant rehaussée.

Pourtant, en Australie, le gouvernement local reste traité comme l'administration de dernier recours par les autres ordres de gouvernement et les cadres de gouvernance à l'échelle régionale (qu'il ne faut PAS voir comme un « quatrième ordre de gouvernement ») sont très peu développés.¹

2. D'où vient le **financement local (sources de revenus)** par rapport aux autres ordres de gouvernement :

Les gouvernements locaux de toute l'Australie dépensent collectivement environ 33 millions de dollars par année et emploient un peu moins de 189 000 personnes, soit environ 10 % du

¹ LG Professionals Australia; Mark Evans, 'A Federation for Communities and Places: Australia in a Century of Local Governance', février 2016, page 5

secteur public du pays.² Les biens non financiers appartenant aux gouvernements locaux qui s'occupent également de les gérer ont une valeur estimée à 354 milliards de dollars (2013-2014)³ et leur déficit infrastructurel se monte à environ 20 milliards de dollars.

Les gouvernements locaux australiens s'autofinancent à 80 %.⁴ L'impôt foncier rapporte environ 15 milliards de dollars par année, soit environ 3,4 % du total annuel des revenus fiscaux de l'Australie,⁵ et les frais des services aux usagers rapportent encore plus. Quoique l'impôt foncier ait été reconnu comme une forme d'imposition particulièrement efficace dotée d'un potentiel de rentabilité considérablement supérieur (Henry tax review),⁶ les gouvernements locaux de bon nombre des territoires australiens se voient actuellement imposer un plafonnement obligatoire des augmentations.

3. Les principales contraintes (top 3) subies par les gouvernements locaux pendant les 5 dernières années et leurs raisons :

- Pour des raisons de productivité gouvernementale locale, les États ou Territoires australiens instaurent ou sont en train d'appliquer des changements structurels ou financiers dans leur système de gouvernement local allant du plafonnement de l'impôt foncier aux fusions;
- Le déficit infrastructurel s'approche des 20 milliards de dollars et la capacité des gouvernements locaux de le résorber a souffert de mesures telles que le plafonnement des taux de l'impôt foncier et le gel de l'indexation des subventions de soutien financier du gouvernement fédéral, en particulier dans le cas des administrations vulnérables qui dépendent davantage du financement par subvention venant des autres ordres de gouvernement;
- Le gouvernement local a des difficultés avec son personnel qui vont de problèmes de compétences à la capacité d'attirer et de conserver le personnel essentiel;⁷

² ABS Cat No. 6248.0.55.002 Employment and Earnings, public sector, Australia 2013-14 cited in the ALGA Submission to the 2016-17 Federal Budget, *'Investment in an innovative and prosperous future'*, 28 janvier 2016, 4.

³ ABS Cat no. 5512.0 Government Finance statistics Australia cited in the ALGA Submission to the 2016-17 Federal Budget, *'Investment in an innovative and prosperous future'*, 28 janvier 2016, 4.

⁴ ALGA Submission to the 2016-17 Federal Budget, *'Investment in an innovative and prosperous future'*, 28 janvier 2016, 4.

⁵ ABD Cat No. 5506.0 Taxation Revenue series cited in the ALGA Submission to the 2016-17 Federal Budget, *'Investment in an innovative and prosperous future'*, 28 janvier 2016, 4.

⁶ LG Professionals Australia; Mark Evans, 'A Federation for Communities and Places: Australia in a Century of Local Governance', février 2016, page 10

⁷ ACELG National Local Government Workforce Strategy 2013-2020:

http://www.lgprofessionalsaustralia.org.au/uploads/3/7/4/2/37423121/national_local_government_workforce_strategy_2013-2020.pdf

- La recherche révèle que l'alphabétisation fonctionnelle est déficiente chez 50 % de la main-d'œuvre⁸ et que 40 % de la main-d'œuvre des gouvernements locaux n'a pas de qualifications postsecondaires;⁹

⁸ ACELG National Local Government Workforce Strategy 2013-2020:
http://www.lgprofessionalsaustralia.org.au/uploads/3/7/4/2/37423121/national_local_government_workforce_strategy_2013-2020.pdf

⁹ Ibid

4. Les principales contraintes des 5 à 10 prochaines années pour les gouvernements locaux :

Parmi ces contraintes, on trouve notamment les problèmes abordés dans le rapport intergénérationnel 2015 du gouvernement fédéral sur l’Australie en 2055 (« Intergenerational Report – Australia in 2055 »). On y prévoit que d’importants problèmes de politique publique découleront des changements démographiques, de la participation de la main-d’œuvre, de la productivité et de la gestion du changement environnemental.¹⁰

C’est en partie le résultat de l’austérité financière que tous les gouvernements du monde doivent s’imposer – l’Australie n’y échappe pas pour encore au moins une dizaine d’années.¹¹ Et la demande pour des services et des commodités échoira de plus en plus au gouvernement local. Étant donné le gel actuel de l’indexation des subventions de soutien financier qui s’ajoute aux réformes structurelles sous forme de fusions et de réformes financières sous forme de plafonnement de l’impôt foncier, il reste à savoir où les gouvernements locaux trouveront les revenus qui leur permettront de faire face à l’augmentation de la demande de services compte tenu du fait que le taux d’autofinancement est fixé à 80 %.

Sur le plan de la main-d’œuvre, on constate que le tiers des effectifs des gouvernements locaux est âgé de plus de 50 ans¹² et qu’environ 40 % prendront leur retraite d’ici 10 à 15 ans. Les gouvernements locaux de l’Australie se débattent pour attirer et retenir la prochaine génération de gestionnaires qui remplaceront ceux sur le point de partir à la retraite.

5. Ce que les gouvernements locaux de chaque pays ont fait et feront pour réagir à ces contraintes :

Dans le monde entier, les pays ont accepté l’importance de se tourner vers la gouvernance coopérative sur le plan local et régional. Ils cherchent à conclure des partenariats entre tous les ordres de gouvernement, les entreprises et les communautés pour faire progresser le bien-être économique, social et environnemental et pour relever les défis émergents auxquels les gouvernements se heurteront au cours du 21^e siècle. L’Australie devrait se plier à cette tendance logique mondiale.¹³ À défaut de trouver de nouvelles sources de financement, il faut chercher de nouveaux moyens de faire affaire et de nouveaux modèles de gouvernance qui permettront d’adapter le fonctionnement et la prestation des services à la communauté.

¹⁰ Commonwealth Government, ‘Intergenerational Report’, 2015 cited in LG Professionals Australia; Mark Evans, ‘A Federation for Communities and Places: Australia in a Century of Local Governance’, février 2016, page 5

¹¹ LG Professionals Australia; Mark Evans, ‘A Federation for Communities and Places: Australia in a Century of Local Governance’, février 2016, page 5

¹² ACELG National Local Government Workforce Strategy 2013-2020:

http://www.lgprofessionalsaustralia.org.au/uploads/3/7/4/2/37423121/national_local_government_workforce_strategy_2013-2020.pdf

¹³ LG Professionals Australia; Mark Evans, ‘A Federation for Communities and Places: Australia in a Century of Local Governance’, février 2016, page 3

Pour ce faire, il faudra développer de nouveaux partenariats créatifs entre les gouvernements, les entreprises et la société civile pour résorber les complications résultant de l'austérité financière. Ce n'est qu'une des conséquences de l'austérité financière qui pose un défi aux gouvernements du monde autant qu'à l'Australie, pour encore au moins une dizaine d'années.¹⁴

L'avenir impose aux gouvernements de collaborer pour faire plus avec moins et regagner la confiance du public dans le processus politique.

Les gouvernements locaux trouvent leurs forces dans le fait qu'ils travaillent dans un endroit, sont multifonctionnels et proches de la communauté. Ils disposent ainsi de ressources substantielles pour agir et de la capacité administrative locale dans presque tous les districts habités de l'Australie. Les regroupements de conseils locaux peuvent procurer l'assise solide d'une gouvernance régionale efficace.

Des gouvernements locaux très performants ajouteront de la force, de la résilience et de la réceptivité à une fédération revitalisée. Ils pourront appuyer le gouvernement fédéral, les États et Territoires et collaborer avec eux pour faire en sorte que l'administration globale de l'Australie soit vraiment de son temps.¹⁵

Ce qu'il faut maintenant, c'est que le gouvernement fédéral et les États reconnaissent la capacité de l'administration locale à participer à un dialogue – à la fois politique et professionnel – en vue d'explorer les options d'une concertation accrue pour résoudre les problèmes dans les domaines qui préoccupent le plus les citoyens. Une telle démarche n'exige pas de reconnaissance dans la constitution du pays ni de grande injection de fonds en subvention. Elle exige deux choses :¹⁶

- *Une parité de l'estime*, c'est-à-dire une appréciation de ce que le gouvernement local fait déjà et de ce qu'il pourrait faire ainsi que l'admission du fait que son apport rehausse la capacité de résoudre les problèmes et mérite le respect.
- *Un cadre politique* permettant au gouvernement local de maximiser l'utilisation de sa solide assiette fiscale foncière, comme le proposait l'étude « Henry Tax Review », sans ingérence politique injustifiée. Il faudrait aussi veiller à ce que les revenus des gouvernements locaux ne souffrent pas des effets négatifs qu'entraînerait une réforme de l'impôt ou une modification des relations financières entre le gouvernement national et les États.

¹⁴ LG Professionals Australia; Mark Evans, 'A Federation for Communities and Places: Australia in a Century of Local Governance', février 2016, page 5

¹⁵ LG Professionals Australia; Mark Evans, 'A Federation for Communities and Places: Australia in a Century of Local Governance', février 2016, page 5

¹⁶ LG Professionals Australia; Mark Evans, 'A Federation for Communities and Places: Australia in a Century of Local Governance', février 2016, page 5

6. Questions clés à discuter par le panel

1. Les leçons apprises qui pourraient être mises en commun avec d'autres pays;
2. Des conseils auxquels les autres pays devraient réfléchir;
3. Ce qui va bien dans le gouvernement local de votre pays;
4. Ce qui pourrait être amélioré.